

Au bon goût des édiles

Dominique Bozo, directeur du musée d'art moderne de Beaubourg, Irène Bizot, administratrice de la réunion des musées nationaux, et Michel Boutinard Rouelle, directeur des Affaires culturelles de Paris, expliquent le phénomène d'engouement suscité par les grandes expositions.

LIBÉRATION. — A quel attribuez-vous la fréquentation croissante et massive des expositions temporales présentées dans les musées ?

DOMINIQUE BOZO. — La progression date des années 68, une progression lente d'abord qui s'est accélérée avec le Centre Pompidou mais qui n'est pas due qu'à lui. Certes, comme on l'a dit, « la machine est payante ». Avant 68, pour Arp et Delaunay à l'ancien Palais de Tokyo, il y avait entre 2 500 et 5 000 visiteurs. C'est entre 1969 et 1974 que la progression s'est accrue avec un début d'intérêt pour l'art moderne et un changement de public. Quant au succès des expositions Dali ou Balthus, il faut faire la part de ce qui est populaire et de ce qui ne l'est pas pour le XX^e siècle. Il y a de toute évidence un problème de végétarisme.

Et puis, il faut ajouter que le lancement d'une exposition joue énormément, et qu'il y a aussi des facteurs qu'on ne peut apprécier. La surprise pour nous fut Pollock. Il y avait peu à voir et nous avons eu une fréquentation importante, européenne et de qualité. C'était différent pour Balthus qui a une position par rapport à la peinture actuelle. Il y a dix ans, le terrain aurait été moins favorable. Ce qui a joué là, c'est le côté mystérieux, énigmatique, la légende entretenu ou non du personnage et le fait qu'on ne voyait pas ses toiles. J'avais même fait un pari avec quelqu'un qui pensait à un chiffre encore plus élevé de visiteurs. Il était vraiment excessif.

Notre programmation n'est de toute façon pas innocente. Balthus, ou Bonnard actuellement, c'est pour montrer ces œuvres aux artistes qui cherchent dans une direction, celle de la figuration. Car une exposition ne doit pas être programmée en fonction de son éventuel succès mais de sa qualité.

IRÈNE BIZOT. — Le phénomène remonte, à mon avis, à presque vingt ans, avec les expositions de Picasso, de Vermeer en 1966 ou de Toutankhamon en 1967 qui détiennent

toujours le record absolu d'entrées payantes (1 240 975). Le record journalier revient au Centenaire de l'impressionnisme (91 999 personnes par jour) et c'était en 1974. Cela dit, il est vrai que le phénomène s'amplifie. Les chiffres parlent et si on avait pu faire entrer le double de personnes à Manet, on les aurait eues. Mais on ne peut en faire entrer plus que l'espace n'en contient. Il y a aussi des choses amusantes : il est étonnant d'arriver à drainer 300 000 personnes pour une exposition rien qu'en changeant les œuvres de place et en les regroupant. C'était le cas avec « Cézanne dans les musées nationaux ».

Je pense cependant que cette progression n'est pas si énorme que ça. Elle l'est beaucoup plus dans la vente des catalogues. Le phénomène existe donc certainement mais j'ai surtout l'impression qu'on en parle davantage maintenant. On verra ce que donnera l'exposition Bonnard au Centre Pompidou par rapport à celle qui a eu lieu en 1967 à l'Orangerie.

MICHEL BOUTINARD ROUELLE. — Je n'ai pas une réponse, mais plusieurs réponses :

L'art et la culture, je précise bien, intéressent aujourd'hui beaucoup plus de gens qu'autrefois en raison de l'amélioration de la connaissance (enseignement, médias, etc.). Les gens sont plus curieux et plus amateurs qu'il y a cinquante ans.

On s'intéresse aujourd'hui beaucoup aux périodes artistiques précédentes : c'est un phénomène plus nouveau qu'on ne le pense. Un exemple non muséographique : nous sommes dans la première époque où l'on joue et où l'on écoute des musiques de la plupart des siècles qui nous ont précédé. On y est très habitué, alors on n'en fait plus la remarque, mais à l'époque de Mozart, on jouait la musique de cette époque, un point c'est tout. La curiosité et l'ouverture d'esprit sont beaucoup plus grandes que par le passé dans le domaine public. J'ai,

en plus, l'impression que les artistes contemporains les plus novateurs, qu'on les appelle avant-gardistes ou post-modernes (à vous de choisir...) disent tous combien ils s'appuient sur des racines.

Il y a aujourd'hui une disponibilité temporelle des adolescents et des adultes beaucoup plus importante qu'autrefois. Cela tient à l'aménagement des rythmes de travail et à l'aménagement des horaires de musée. Le Centre Pompidou a dans ce domaine donné l'exemple et d'autres musées ont suivi. Aux États-Unis, on dit que ceux qui le dimanche allaient à la messe vont maintenant dans les musées. Je ne le dirai pas encore pour la France, mais...

Dernier point, les budgets cumulés des grandes expositions sont plus importants qu'il y a vingt ou trente ans. Il y a ainsi plus de propositions et de possibilités sur le marché.

LIBÉRATION. — Pensez-vous que ces grandes expositions attirent par la suite plus de public dans les collections et expositions permanentes ?

D.B. — Le Centre Pompidou fonctionne comme une maison de la culture. Ce sont donc les événements et les manifestations qui attirent ainsi que le bâtiment lui-même. C'est d'ailleurs ce que vient voir la grande majorité des visiteurs qui bien souvent ne savent pas qu'il y a aussi un musée avec des collections permanentes. En plus, ce musée est perdu dans le bâtiment. On ne le voit pas et il est mal signalé. La plupart des gens ignorent que c'est le Louvre du XX^e siècle. Pendant longtemps, il n'a pas bougé.

On essaie d'y faire de manière régulière des accrochages renouvelés, au rythme de quatre par an, pour le

Les chiffres concernant les coûts des expositions ne sont pas toujours très précis (il est pratiquement impossible de les obtenir comme tel). Trois raisons à cela. D'abord ils ne tiennent pas compte des salaires du personnel permanent (c'est un autre budget). Ensuite, tout ce qui concerne les frais divers est généralement assez flou dans les réponses qu'on nous a données. Enfin, beaucoup d'expositions sont co-organisées, soit avec l'étranger (New York, Londres, etc.) soit avec l'A.F.A.A. (Association française d'action artistique) et les comptes deviennent alors un casse-tête chinois.

La question posée était la suivante : y a-t-il un phénomène expositif ? Chiffres en main et sous les yeux il semble maintenant difficile de le nier. Mais précisions et nuances s'imposent. En effet si le phénomène existe, comme le montrent ces chiffres et le commentent certains directeurs et organisateurs, il n'est pas nouveau, mais progressif. Sa naissance oscille entre quinze et vingt ans selon les avis et c'est surtout l'enseignement, une importante publicité et une grande diffusion par les médias qui en font depuis quelque temps un sujet fréquent de discussion et d'actualité.

Le phénomène est d'autre part très dépendant puisque toujours lié au principe de la tête d'affiche et de sa popularité. De Dali à Doré en passant par Serizawa (au Grand Palais en 1976, 31 390 entrées payantes), les chiffres ne se comparent plus. Ce que prouve également la fréquentation moyenne des musées et des galeries qui ne bénéficient que mollement de l'engouement pour les grandes expositions. Comme le dit joliment Melle Irène Bizot, « les retombées ne sont pas à la hauteur ».

Côté public enfin, interviews et enquête sur place concordent : il a ses habitudes et il s'est élargi tant en âge que socialement. Pourquoi vient-il ? Par plaisir, intérêt, curiosité, frime et aussi par mimétisme. C'est son côté Panurge. Très peu de visiteurs avouent cependant n'être venus que parce qu'ils ont vu du monde et sans savoir ce qu'ils allaient voir.

Au cas où... sachez que les grandes manifestations actuelles sont toujours Bonnard au Centre Pompidou, « les chefs-d'œuvre de la peinture américaine 1760-1910 » et « la Rime et la Raison » (collections de Ménéil) au Grand Palais.

Henri-François DEBAILLEUX

En attendant l'expo

On piétine, on cause, on patiente, on fume, on rêve. Dans les files d'attente des grandes expositions, l'humeur est au beau fixe.

Pour les grandes expositions, les files d'attente ont leurs constantes. La longueur évidemment qui, à 50 mètres près, est pratiquement toujours majuscule (seule son ondulation varie : tantôt en S, tantôt en I, rarement en spirale), la patience et la résignation des prétendants à l'entrée, ainsi que leur hétérogénéité. Un dimanche de février à 16 heures devant le Grand Palais pour l'exposition Raphaël, la queue dépassait les 200 mètres. Du troisième âge aux nouveau-nés, des grands-mères aux nymphettes, de l'astrakan au cuir, des aveugles aux illuminés, de New York à Schiltigheim en passant par Bobigny, Londres, Bordeaux et évidemment Paris, il y avait de tout. Comme le vendredi précédent à la même heure et au même endroit. Seule différence évidente entre les deux jours évoqués : viennent le dimanche ceux

qui n'ont pas le temps de venir en semaine (« parce qu'on travaille »).

Dans la file, les gens patientent : on discute, souvent à deux, on lit, quand on est seul (« j'avais prévu, j'ai acheté le livre exprès »), on grignote (« Eh oui ! c'est l'heure du goûter »), on rêve (« ça fait du bien, ça repose »), on fatalise (« oui c'est long, mais de toute façon on n'a pas le choix ») ; on de cloche général, on observe la nuque de son voisin, on prépare ses cartes de réduction, on gèle (« Mon Dieu ce qu'il fait froid » ou « ça caille ») et de temps en temps, on avance.

Tous s'intéressent à la peinture. Un agent de pompes funèbres, tout de jaune vêtu (pour lui c'est dimanche) avoue venir voir beaucoup d'expositions : « J'aime l'art. Je les vois toutes ». Un couple de Saône-et-Loire « profite d'un week-end à

Paris pour voir Raphaël ». Quelques Bretons sont « venus spécialement à Raphaël... puisque Raphaël ne vient pas à eux. Deux très jeunes : « On est là parce que Raphaël c'est important ». Un couple d'hommes plaisantant : « On a vu la queue, ça nous a tenté... »

Le calme étonnant de l'attente extérieure se retrouve en général dans les salles d'expositions. C'est bien connu, la peinture adoucit les mœurs. Malgré trois rideaux de spectateurs devant les toiles, là aussi, on attend son tour. Pas de mêlées, ni de gens à quatre pattes pour voir entre les jambes des autres. On garde sa dignité. Et les plaisanteries (« les petits devraient payer moins cher ») l'emportent sur les bougonnements et les revendications. Dans ses salles, Raphaël restait le maître.

H.F.D.

Olympiades

RECORD D'ENTRÉES	Dali	840 662 (en 104 jours d'ouverture)
	Manet	781 248 (en 91 jours d'ouverture)
	Turner	584 306 (en 79 jours d'ouverture)
RECORD D'ENTRÉES PAR JOUR	Centenaire impressionnisme	9 840 (55 jours d'ouverture)
	Manet	8 585 (91 jours d'ouverture)
	Dali	8 000 (104 jours d'ouverture)
RECORD DE VENTE DE CATALOGUES	Modigliani	67 007 (prix très bas : 45 F en 81)
	Turner	57 653
	Centenaire impressionnisme	51 829
RECORD DE DURÉE	Paris-Moscou De Carthage à Kairouan	136 jours
	Dali	113 jours
	Dali	104 jours

Le record absolu d'entrées reste celui de l'exposition Toutankhamon au Petit Palais en 1967 avec 1 240 975 visiteurs pour 169 jours d'ouverture (autre record). Avec une moyenne de 7 343 visiteurs par jour, il ne figure pas sur le podium.

Musées de la ville de Paris

	Jours d'ouverture	Nombre de visiteurs	Moyenne par jour	Nombre de catalogues vendus
MODIGLIANI (1981 au Musée d'art moderne)	83	379 988	4 578	67 007 (soit 807 par jour. Prix très bas : 45 F)
COLLECTION THYSSEN (1982 au Petit Palais)	69	299 807	3 330	49 000
DE CARTHAGE À KAIROUAN (82-83 au Petit Palais)	113	155 309	1 374	11 100
BAAL ET ASTARTE (83-84 au Petit Palais)	61	83 117	1 362	8 859
GUSTAVE DORÉ (1983 au Pavillon des Arts)	41	71 209	1 736	5 000 (4 583 petits journaux, 27 000 cartes postales, 5 000 petites affiches)

Coûts non communiqués car beaucoup d'expositions sont organisées avec l'A.F.A.A. ou avec d'autres musées (cf. Doré avec Strasbourg). De plus, il y aurait autant d'individus que de factures. Alors...

Centre Pompidou

●●●

faire connaître. Et il y a de toute évidence une répercussion.

I.B.— Je le crois. Ceci étant, il est vrai que les retombées ne sont pas à la hauteur. Mais c'est difficile à apprécier. La fréquentation des musées a beaucoup augmenté depuis quinze ans mais est-ce uniquement le résultat des expositions phares ? Sans doute, mais les enquêtes n'ont pas été faites. Il faudrait demander aux gens qui vont voir l'exposition Raphaël s'ils ont déjà vu les Raphaël qui sont au Louvre. De toute façon, il est évident que les gens vont plus dans les expositions qu'ils ne vont dans les musées.

LIBÉRATION.— Que pensez-vous du public ?

D.B.— J'ai un peu honte : je ne le connais pas très bien. Je dirais simplement qu'il est spécifique. Il y a le grand public, celui du Grand Palais, qui ne vient pas nécessairement au Centre et, phénomène de modernité, il y a celui qui vient au Centre et qui ne va pas au Grand Palais.

Je pense d'autre part que les gens ne regardent pas assez. On vient voir l'image, mais pas la peinture. L'image fonctionne, et tant mieux, mais on s'y arrête trop. On ne regarde pas comment c'est peint. Il n'y a pas d'exigence de pictorialité, au sens de puissance interne et non expliquée d'une œuvre, ni de scénographie.

I.B.— Il s'est modifié. Il est maintenant beaucoup plus large, avec des gens plus intéressés en profondeur. L'augmentation de la vente des catalogues en est une preuve. On voit plus de gens jeunes et même beaucoup d'enfants. Toutes les animations faites pour eux sont d'ailleurs très suivies et, lors de l'exposition Turner, la démarche faite auprès des classes d'anglais a très bien marché.

M. B.R.— Je crois que la majorité du public est un public amateur. J'entends par amateur quelqu'un qui fait une démarche, c'est-à-dire qui se déplace, paie un droit d'entrée, y consacre deux heures. Pour moi, ce geste a une signification. Et je ne crois pas qu'à Paris, où il y a beaucoup de sollicitations, on aille au musée parce qu'on s'ennuie ou qu'on n'a rien d'autre à faire.

Il m'est difficile d'affiner plus parce que le public diffère selon les types d'exposition. Il me semble le plus connaître dans celles qui ont un caractère historique : les anciennes ou celles qui regroupent plusieurs époques. Je pense par exemple aux Paris-New York, Paris-Berlin du Centre Pompidou.

LIBÉRATION.— Pensez-vous que ce phénomène « grandes expositions » profite aux peintres contemporains ?

D.B.— Oui, tout à fait. L'exposition Balthus par exemple, comme repoussoir ou comme séduction, a concerné beaucoup d'artistes. Pour eux, à un moment où l'information circule de plus en plus vite, il est important de pouvoir voir les tableaux en chair et en os. Ce type d'exposition est souvent la seule occasion. De Balthus encore, il est fou de penser qu'en France il n'y avait que deux tableaux visibles dans les musées. Pire pour De Kooning : il n'y a pas une seule toile.

I.B.— C'est à Beaubourg qu'il faut demander cela. Moi, je suis incapable de répondre. Avec toutes les grosses machines, le Centre Pompidou, le Grand Palais, etc., le public s'interpénètre et il me semble qu'il y a des retombées. L'exposition « Raphaël et l'art français » en est un exemple et c'est intéressant de montrer une telle influence dans l'art d'aujourd'hui. Mais statistiquement je ne puis rien dire.

	Jours d'ouverture	Nombre de visiteurs	Moyenne par jour	Catalogues vendus (à la librairie du Centre)	Affiches vendues (à la librairie du Centre)	Petits journaux	COÛTS*				
							Transport	Assurance	Installation	Divers	Total
PARIS-MOSCOU (1979)	136	425 013	3 125	25 000 (183/j)	4 700 (84/j)	43 000 (316/j)					
DALI (1979-80)	104	840 662	8 000	35 000 (336/j)	17 500 (168/j)	51 000 (490/j)					
POLLOCK (1982)	83	233 297	2 811	7 500 (90/j)	6 600 (79/j)	23 450 (282/j)	1 203 000 (coût élevé à cause des exigences des prêteurs)	650 000	242 000		2 257 000 F
TANGUY (1982)	89	160 700	1 805	4 660 (52/j)	3 175 (36/j)	18 875 (212/j)	385 000	220 000	175 000		810 000 F
BRAQUE (1982)	89	209 600	2 355	5 520 (62/j) (2 types de catalogues)	5 218 (59/j)	18 648 (209/j)	210 000	130 000	270 000		700 000 F
KLEIN (1983)	67	152 242	2 342	2 961 (44/j)	1 090 (16/j)	19 150 (285/j)	55 000 (transport œuvres supplémentaires)		235 000	715 000 de reprise payés aux Américains (l'expo venait de New York)	1 220 000 F
DE CHIRICO (1983)	53	170 059	3 209	7 025 (132/j)	3 500 (66/j)	18 700 (353/j)	367 000 (transport d'œuvres supplémentaires)	195 000	391 000	602 000 payés au Musée d'Art moderne de N. York	1 455 000 F
PRESENCES POLONAISES (1983)	83	84 700	1 020	1 618 (19/j)	580 (7/j)	3 800 (46/j)	179 500 (somme faible car groupée de Pologne)		1 097 000 (avec audio visuel)	142 000 (frais de séjour des Polonais présents à Paris)	1 450 000 F
BALTHUS (1983-84)	69	288 000	4 174 (Avr Noël : 2900, Pdt Noël : 4 600)	14 654 (21/j)	10 940 (159/j)	48 158 (698/j)	750 000	600 000	370 000	85 000 : publicité 100 000 : vacataires et personnel d'accueil 200 000 : convoiement ne sont pas de New York.	Prévision. Toutes les dépenses ne sont pas closes.
ROUAN-SERRA (1983-84)	59	99 507	1 687 (Avr Noël 950 Pdt Noël 2280)								

* (En crédit de fonctionnement, c'est-à-dire sans les frais de gardiennage, de salaire et de maintenance du bâtiment).

Grand Palais

	Jours d'ouverture	Nombre de visiteurs	Moyenne par jour	Nombre de catalogues vendus	COÛTS				
					Transport	Assurance	Installation	Personnel-Publicité	Total dont frais divers
CENTENAIRE IMPRESSIONNISME (1974)	55	541 201	9 840	51 829	135 000	400 000	150 000	250 000 100 000	1 300 000 F
CÉZANNE (1978)	80	412 270	5 153	29 041	400 000	300 000	200 000	620 000 280 000	2 400 000 F
DATION PICASSO (1979)	75	487 294	6 497	42 300					
MONET (1980)	65	540 712	8 318	32 745	450 000	550 000	260 000	750 000 100 000	2 200 000 F
PISSARO (1981)	74	390 617	5 278	18 077					
MANET (1983)	91	781 248	8 585	74 659 Petits journaux 139 000 Affichettes 119 000 Cartes postales 678 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	6 000 000 F
TURNER (1984)	79	584 306	7 396	57 643					
LES CYCLES (1984)	79	65 000	822	Non communiqué					
RAPHAËL (1984) dans les collections (au 16 janvier)	52	132 790	2 553	Non communiqué, le bilan n'est pas encore fait					
dans l'art français	"	93 728	1 802	"					
Toutankhamon en 1967 au Petit Palais	169	1 240 975	7 343						





Au Centre Georges Pompidou

● ● ●
M. B.R.— Oui, bien sûr. Quelqu'un qui va régulièrement voir des tableaux aura un jour ou l'autre envie d'en acheter un. D'autre part, chaque fois que l'on discute avec des artistes jeunes, on constate qu'ils ont souvent, avec des choix très particuliers, des connaissances approfondies, même des folies pour tel ou tel grand artiste ou tel ou tel courant. L'exposition fait partie du substrat de la création. Regardez au XIX^e siècle l'importance qu'avaient les salons : c'étaient des lieux d'enjeu, de réactions. Maintenant il y a aussi les musées.

LIBÉRATION.— L'engouement actuel correspond-il à une remontée de la peinture dans la vie culturelle ?

D.B.— La peinture fait partie de la panoplie du comportement social. Il faut « avoir vu ». Alors, on va voir. Mais dans le sens de la pictorialité, que j'ai évoquée précédemment, je crois que la peinture est un peu délaissée. Il y a peu de gens avec qui on peut vraiment en parler. C'est dommage. Ma position est exigeante : c'est sans doute une déformation...

C'est d'ailleurs le rôle du musée de provoquer et d'informer. Le choix de l'exposition Bonnard nous a été reproché. Pour moi, c'est volontaire. On veut montrer sa contribution au XX^e siècle. Pour beaucoup de gens, Bonnard c'est la nature morte ou le dessus de cheminée. Or, dans son utilisation de la couleur, dans ses questions posées à la couleur, il y a un Bonnard du XX^e. Et, là encore, dans les collections nationales il y a peu de tableaux et trop peu de tableaux-clés.

Les grandes expositions temporaires doivent chercher la qualité en peinture. Il y a tellement d'œuvres inintéressantes dans les musées, que ce soit à Paris ou en province... Ça fait peut-être partie de l'éducation mais il vaut mieux éliminer la médiocrité. Ce n'est pas mépriser le public, au contraire, que de lui montrer le meilleur, le plus fort, le plus important, le plus significatif. Et une signature n'est pas toujours

synonyme de qualité.

I.B.— C'est vrai qu'on organise plus d'expositions de peinture que de sculpture. La raison en est simple : ce sont des expositions plus faciles à organiser. Le transport des œuvres est plus aisé. Mais je ne sais pas si la peinture remonte. Ce qui est sûr, c'est l'intérêt plus grand porté aux arts plastiques (et je dirai plus « beaux-arts » que « peinture »).

M. B.R.— La vie contemporaine donne énormément d'importance à l'image et à la couleur sous toutes ses formes : mode, habillement, couleur d'autobus, spectacle. Certes, image et couleur ne sont pas forcément de la peinture, mais c'est proche. Un exemple d'ailleurs : les publicités faites par de jeunes peintres. Je pense qu'actuellement la peinture et la musique ont pris le pas sur la littérature.

LIBÉRATION.— Les expositions que

vous organisez tournent-elles en province ?

I.B.— Les grandes, non. Pour des raisons de locaux. 1 500 à 2 000 m² (il y en avait 1 800 pour Turner), ça ne court pas les rues.

M. B.R.— Nous envoyons fréquemment des expositions à l'étranger. Ainsi régulièrement, une partie aux États-Unis et une autre en Asie du Sud-Est. En France, nous en organisons avec la province (exemple de Gustave Doré réalisée avec le musée de Strasbourg) mais nous en envoyons rarement. La raison en est que les musées de province se sont bien développés et qu'ils ont moins besoin de Paris depuis vingt ans.

LIBÉRATION.— Avez-vous des regrets ?

D.B.— Au Centre Pompidou, je suis nommé pour trois ans. Il est alors difficile de concevoir un

programme à long terme (à cause du temps et par respect pour mon successeur) : art contemporain, spéculation, histoire. Dans ces conditions, chacun a envie de programmer en fonction de ses trépidations personnelles, de ses propres occasions, de ses frustrations. Et une programmation subjective, avec les nombreuses propositions qui émanent de l'équipe du musée ou des projets de circonstance, présente évidemment des dangers. Ce qu'il faut c'est donner la priorité au public (lui montrer ce qu'il n'a pu voir à Paris, Londres, etc.), profiter des occasions (les tableaux ne sont pas toujours disponibles) et jouer sur la mouvance, la diversité (grandes monographies, bilan d'un mouvement, les jeunes, les moins jeunes, les confrontations interdisciplinaires, la sculpture). Pour Pollock, nous avons bénéficié de circonstances exceptionnelles. Quant à

Balthus, je l'ai choisi comme contrepoint à autre chose. J'avais aussi envie de le faire depuis longtemps. On va essayer maintenant d'être plus proche de l'art vivant depuis la guerre. Ça m'intéressait de montrer les derniers Dubuffet, ou les derniers Picasso, depuis 54. Mais c'est plus compliqué qu'on ne le croit. On ne dispose pas toujours de la place qu'on voudrait. Au Centre, c'est souvent une bataille d'espace. Le 5^e étage est réservé aux manifestations de prestige. Toute une génération n'y a pas encore trouvé sa place. On est quelquefois coincé dans cette machine. Et puis le champ est tellement grand qu'on a du mal à remplir notre rôle comme cela peut se faire à Amsterdam ou New York.

I.B.— Oui, quelquefois. Pour certaines expositions il y a des œuvres qu'on aurait aimé avoir et qui nous manquent. Il y a plusieurs raisons à cela : d'une part, le problème de fragilité et de conservation. Ce fut le cas avec Turner : une œuvre n'a pas eu son visa de sortie. Ça arrive quelquefois. Mais il y a un bon climat de confiance entre les institutions prêteuses et emprunteuses.

D'autre part, beaucoup d'œuvres ont des clauses de dation qui les empêchent de sortir et, en exagérant un peu, même de bouger de l'endroit où elles sont. C'est le cas des collections du musée de Chantilly, données par le duc d'Aumale avec interdiction de sortie.

Enfin, il y a des collectionneurs particuliers qui n'ont pas envie de prêter ou des musées qui, n'organisant jamais d'expositions, préfèrent garder leurs œuvres. Mais c'est rare pour les grandes rétrospectives qui permettent de faire le point et qui sont importantes pour le monde du point de vue de l'histoire de l'art.

M. B.R.— Je lance un vœu : qu'on visite davantage le Musée de sculpture en plein air, qu'il Saint-Bernard. C'est un lieu encore assez mal connu que je trouve riche en statues et sculptures. Sur un plan général, je suis favorable aux expositions à thème, autour d'un pays. C'est une occasion de faire travailler ensemble des institutions publiques et privées, ce qui est peu répandu en France. Je donnerai comme exemple un « festival indien » qui devrait avoir lieu en 1985-86, ou l'année Victor Hugo en 1985 ou encore le Mois de la photo organisé tous les deux ans et qui aura donc lieu en octobre 1984, avec une cinquantaine d'expositions dans une vingtaine de lieux aussi bien publics que privés. Comme je l'ai déjà évoqué, cela permet de faire aller le public vers des lieux où il n'a pas l'habitude d'aller.

Propos recueillis par
H.F.D.

Sous la casquette, les gardiens

Assis sur leur chaise ou debout les mains croisées derrière le dos, ils sont souvent presque aussi immobiles que les tableaux qu'ils surveillent. Les gardiens de musée sont bons enfants.

A côté des toiles, il y a aussi les gardiens. La visite s'imposait. Mais cette « spéciale » au Grand Palais ne fut pas facile. Car si les gardiens semblent aussi muets que des carpes (à part quand ils aboient), c'est qu'il leur est interdit de parler. Sauf pour interdire ou pour renseigner vaguement : l'heure, la sortie, les toilettes. Pour le reste, bouche cousue. Interdit également de tricoter, d'avoir les mains dans les poches, de somnoler, de lire « d'avoir une « casquette » sur les oreilles pour la musique ». Alors une interview... Leur dos devient aussi tendu que les toiles qu'ils surveillent. Ça fait sept ans que je suis là. Je peux pas donner l'avis de tous les gardiens. Moi, je peux pas parler : je veux pas d'ennuis ». Par contre, ceux qui la délient ont la langue bien pendue et revendicateur. L'occasion de vider son sac.

« Ici, c'est comme en prison. On a le droit de rien faire. Encore là-bas ils ont la télé », lâche un révolté contenu. Pour sa voisine de salle, sans âge (est-elle d'époque ?), « c'est dur d'être là toute la journée sans bouger ». La peinture ? « Oh oui ! j'aime bien ». Mais les expositions, elle les connaît par bribes. « A Turner, comme je faisais que le bas, j'ai jamais vu le haut. Et il paraît que c'est ce qu'y avait de plus beau. » Une autre la contredit : « Si, en venant un peu plus tôt, avant de prendre nos postes, on a le temps de voir les expos. » C'est une gardienne poète. Elle s'ennuie moins que les autres et s'est fait une raison. « Je suis déjà bien contente d'avoir du travail. Ici, je rêve, je pense, et comme ce n'est pas ma seule activité possible j'écris aussi de la poésie, quelquefois les toiles m'inspirent. Ça m'est arrivé il y a pas

longtemps. En voyant une toile de Raphaël, j'ai repensé à un texte d'Henri Laborit. Vous savez, celui où il parle de « l'acte gratifiant ». J'ai alors écrit un beau texte. C'est vraiment bien, Laborit. Vous connaissez ? » Et en avant sur Laborit. Quelques minutes dont a profité la première pour se remonter et revenir à la charge : « Et puis les rapports avec les clients ne sont pas toujours faciles. Il y en a qui nous insultent, nous bousculent ou nous écartent sèchement quand on leur interdit de sortir du mauvais côté. J'ai même une collègue, elle a trouvé de la matière fécale l'autre jour sur sa chaise. » Devant mon étonnement : « Et comment ! Et ceux qui font pipi dans les coins... »

Dans la salle voisine, blême sous le costume bleu de rigueur, une autre

avoue que « de tempérament inné » elle a toujours peur qu'il arrive quelque chose aux toiles : « Le feu ou du vandalisme. Mais heureusement ça ne m'est jamais arrivé. En cas d'incendie, je me précipiterais pour décrocher quelque chose et essayer de le sauver. »

Il y a aussi les vacataires qui voient tout cela d'un autre œil. Et ceux qui aiment, comme cet ancien gendarme converti. « Oh c'est de la bonne gâche. Pour passer le temps, je fais des petits tours, et puis j'attends la pose. Pour le café et pour téléphoner à ma femme. Ça fait quatorze ans que je suis dans les musées. J'ai fait trois ans d'Art moderne. C'est ce que je préfère. L'ambiance était la meilleure et puis, ici, il y a trop de monde, ça bouge trop. J'aurais aimé finir ma carrière là-bas... »

H.F.D.



À la vitrine de nos livraisons cette semaine, Vadim Kozovoi et Nathalie Sarraute.

LES LIVRAISONS DE LA SEMAINE

LITTÉRATURE FRANÇAISE ▲

France Huser. *Aurélius*. Une histoire d'adoption dans un orphelinat indien ; par l'auteur de *La Maison du désir*. (Le Seuil, 110p., 49F.)

Jean Raspail. *Les yeux d'Irène*. Un écrivain, des marins, un commissaire et deux femmes. (Albin Michel, 315 p., 75F.)

Jacques Solcher. *Essai de n'être pas mort*. Extraits d'un livre antérieur et délaissé : mini-récit et petite musique sur l'absence de sujet, la mémoire, la reprise d'un texte 20 ans après. (Fata Morgana, 110 p.)

Max Memmi. *Marguerite ou la mort de l'homme*. Entre deux parties d'un étrange comé — délire, cauchemar, hallucination — le récit d'une vie de famille parcourue de personnages pittoresques : blonds ou roux, blancs basanés, mulâtres ou noirs, entre Paris, le Lot et la Côte d'Ivoire. (Les lettres libres, 152 p., 59 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE ●

VADIM KOZOVIOI

Hors la colline (Hermann, 130p., 68F.). Rente-deux poèmes traduits du russe. Édition bilingue avec quinze illustrations de Michaux et une postface de Maurice Blanchot qui souligne l'impénitence, la véhémence, le caractère « dévastateur » de cette écriture.

Ruggero Jacobbi. *L'Avventura del Novecento*.

Garzanti publie l'œuvre d'un auteur protéiforme (critique, traducteur, homme de théâtre, metteur en scène) disparu il y a quelques années. Ce gros volume de six cents pages se présente comme une histoire raisonnée de la

littérature italienne du XXe siècle, de Pascoli à Montale en passant par Svevo, Marinetti et Pirandello, analysant les proximités et conflits selon une méthode qui unit, précise le prière d'insérer, « la nature de la poésie à la sociologie de la culture ». (Garzanti, 616p., 30.000 lire).

Evelyn Waugh. *The Essays, articles and reviews*.

De la décoration intérieure aux gloires du catholicisme, un rassemblement imposant des pièces d'occasion d'Evelyn Waugh, dont il projetait lui-même de tirer un livre, reste en projet. Le volume reprend jusqu'aux réponses polémiques et aux lettres outragées aux rédactions, montre certaines des limites — des obsessions — de Waugh (en particulier bien entendu sur le plan politique) mais contient aussi de petits chefs-d'œuvre, comme *Le moment philistin de la décoration anglaise*, ou *Fanfare*. (Ed. by D. Gallagher, Methuen, Londres, 662p., £20).

REVUES ◆

DIGRAPHE N°32.

Aujourd'hui Nathalie Sarraute (Temps actuels, 136p., 55F.).

Un sommaire de ce numéro exceptionnel, des inédits de Nathalie Sarraute, des études critiques et une longue conversation avec l'écrivain. En contrepoint, des encres inédites de Soulages et un entretien avec le peintre sur son travail et sur l'œuvre de la romancière.

TEM. Texte en mains. N°1. Premier numéro d'une revue nouvelle, avec une réflexion de C. Oriol-Boyer et de J. Ricardou sur la pratique d'ateliers d'écriture et la possibilité d'écrire au pluriel. Au sommaire également, un

entretien avec Perec et ses textes inédits de Jean Lahouque. (L'Atelier du Texte. Librairie de l'université, 2 Place du Docteur Léon Martin, 38000 Grenoble. 90p., 60F.).

Ex n°3 : Exil. Témoignages et récits d'écrivains chassés de leur pays d'origine ou exilés volontaires. Écrits de Thomas Mann ou du peintre Antonio Saura, lettres de Vanzetti ou d'Umberto Saba, textes de toute provenance. (Alinea. 120p., 60F.).

DOCUMENTS ■

Olivier Todd. *Jacques Brel*. Une vie. La biographie d'un chanteur qui fut l'étonnant metteur en scène de sa vie. (Robert Laffont, 447p., 88F.).

Pierre Antilogus/Philippe Tretack. *Bienvenue à l'Armée rouge*. Le premier guide pratique du collabo. Des conseils pratiques pour réussir après l'arrivée des Russes. Un ausweis pour le Kremlin. (Lattès, 174p., 60F.).

PHILOSOPHIE ◀

J.B. Mérian. *Sur le problème de Molyneux*. Né à Bâle en 1723, Mérian passa la plus grande partie de sa vie à Berlin où il fut pensionné par Frédéric II comme Euler, Lagrange ou Ancillon. Son traité consacré au problème de Molyneux, un problème classique de philosophie de la perception, fut très lu au XVIIIe siècle. Autour d'une réflexion sur les figures du clairvoyant et de l'aveugle, se greffe en fait une histoire de la connaissance. Texte suivi d'une longue postface de Francine Markovits en forme de commentaire de la *Lettre sur les aveugles* de Diderot (Flammarion, 300p., 46F.).

Renaud Camus, Achriophile et pas gaycrate

Achrien, mot forgé par Renaud Camus (avec son ami Tony Duparc), pour remplacer « homosexuel » qui ne le satisfaisait pas : les *Chroniques achriennes* furent d'abord publiées dans le *Gai Pied*, entre août 1982 et août 1983. Le plus beau contresens que l'on pourrait faire serait de prétendre que l'homosexualité n'est pas ici le cœur même de la question, que la laissant au placard je vais vous rendre compte de ce volume sur un plan purement littéraire. Foutaises, comme disait si bien Marie-France Pisier : c'est bien d'amours qu'il s'agit, et entre hommes (enfin, d'amours, de désirs, de rencontres... les concepts n'étant pas précis, qui pourrait avoir un vocabulaire clair ?), et moi de quoi me mêle-t-on ? A propos des lesbiennes, Renaud Camus écrit : « Parler de ces choses n'est pas facile, surtout pour un homme, qui s'avance entre les gougnes de préjugés divers, contradictoires, également dangereux. » Paraphrasons, mettons une femme à la place de l'homme, et pour elle non plus ce n'est pas facile, Monsieur.

(A propos, je vais employer « pédéraste » aussi souvent qu'Achrien. C'est simple et compréhensible, comme juif ou noir, sans connotation méprisante, comme « d'origine négrilite » ou « de couleur ».) Donc, il se trouve qu'en parlant des pédés, l'auteur aborde, en même temps, dans ses chroniques, un grand nombre de sujets qui concernent très fort les unes, les autres, et les hétéros aussi bien. En même temps ; pas à côté. Par le mécanisme ping-pong de l'induction et de la déduction. Parce que le chevalier de la Barre a refusé de soulever son chapeau pour que des couples à moustaches ou à poitrines puissent faire leur marché, rue de Buci, les yeux battus jusqu'au menton, sans recevoir de tomates trop mûres, et que ceux-là protègent les autres — papa, maman et les enfants — des horreurs du réarmement moral.

Justement, Renaud Camus est un homme moral et l'affirme. Il faut être sacrément courageux, de nos jours, pour employer ce terme-là. Moi, pendant longtemps, j'ai flanché, je disais modestement que j'avais une éthique. Naturellement, la morale de Renaud Camus est aussi éloignée d'un quelconque « réarmement moral » que l'idéal socialiste pouvait l'être du national-idem. Sur l'obscénité, par exemple : il dit, en gros, que l'obscénité, ce n'est pas le *hard*, mais de soulever bien haut ses sentiments pour mieux laisser voir sa « pudeur ». Et de soulever ostensiblement sa pudeur pour exhiber sa sentimentalité, ce n'est pas joli non plus... Je sais, j'ai beaucoup d'amis qui trouvent que ça fait préchi comme ci, précha comme ça ; mais *few, happy few*, ceux qui peuvent

croire qu'il enfonce une porte ouverte... Pour moi, ça fait plaisir à lire. Il écrit — levez le doigt, ceux qui sont d'accord avec nous — qu'il déteste l'érotisme de Bataille, « l'érotisme admettant la condamnation sans laquelle il serait fade » (c'est Bataille qui parle). « Je reconnais ce discours-là (maintenant c'est Renaud Camus) partout, même dans ses versions les plus vulgarisées, parce qu'il est pour moi l'ennemi (...) L'érotisme de la transgression est une érotisme de la mort de Dieu ; dont il se trouve que je me fiche royalement... » Jugement moral s'il en fut, puisque — et c'est bien là où le bât blesse — Bataille est sans conteste un écrivain superbe. Mais son érotisme à la noix et tous les enfants qu'il a faits, à la trappe.

Le propre des chroniques étant d'être courtes et de sauter d'un sujet à l'autre, il faudrait un demi-volume pour les chroniquer toutes. Qu'est-ce qui m'a le plus touché ? Sur les pédérastes portugais (que les Portugais ne prennent pas les armes, toute autre culture méditerranéenne s'y reconnaît aisément), qui tiennent tant à se faire d'abord, ostensiblement, courtiser. « C'est leur idée de la virilité (...) qui les pousse à tenir l'emploi de la femme dans le schéma le plus fastidieux et maladif de l'hétérosexualité classique : il faut qu'elle résiste, parce que si elle ne résiste pas elle est déconsidérée : l'homme insiste pour obtenir et dès qu'il obtient il méprise. Pouah ! » Notez bien que dans sa haine de l'hétérocratie, c'est un cratère qu'il vent. C'est le pouvoir, qui rend bête. — Sur Mme Jean Moulin et le sénateur Caillaud, au sujet de Barbie, l'une souhaitant « qu'un bon Français l'assassine », l'autre voulant rétablir la peine de mort à son seul profit, si j'ose dire. « Quelle déception ! Ceux qui devraient être le plus farouchement du côté du droit poussent au meurtre (...). Ces passions-là, même quand elles paraissent justifiées comme aujourd'hui, ne leur donnent jamais cours... » Et il termine drôlement par : « Ayez la gentillesse de ne pas résumer ces lignes ainsi : « Il trouve Barbie plutôt sympathique ». » De goûts et de couleurs, nous n'en avons guère en commun : j'ai bien lu la chronique « ce que j'aime », et je peux assurer que, eussions-nous été contemporains, nous ne nous serions battus pour la moustache d'aucun monsieur, ni d'aucune dame. Ah si, je craque quand je vois que — comme moi — c'est un fou furieux de la coquille, un obsédé de Ferratum. A part cela, nous n'avons qu'un seul dada partagé, mais il compte, il devrait compter pour pas mal de monde : les libertés, une certaine idée de la liberté.

Renaud Camus. *Chroniques achriennes*. P.O.L., 246 p., 88 F.

MICHEL BOUJENAH Joue Maxo

AU SPLENDID SAINT MARTIN - 208.21.93

48, rue du Faubourg St-Martin, Paris 10^e - Mise en scène de Paul Boujenah

ECHOPE

CHASSE AUX FUITES: UN HAUT FONCTIONNAIRE DES POLICES URBAINES «REMERCIÉ»

Contrôleur général et directeur des polices urbaines des Hauts de Seine, Robert Schwab est accusé d'avoir diffusé à la presse, un rapport confidentiel. Hier le conseil de discipline a proposé sa mise à la retraite d'office.

Sur. Le conseil de discipline de la police nationale n'y a pas été hier avec le dos de la cuillère. Il a demandé sans ménagement la mise à la retraite d'office de Robert Schwab, contrôleur général et directeur des polices urbaines des Hauts-de-Seine.

La sanction n'est pas mince d'autant que ce haut fonctionnaire ayant accédé à un des grades les plus élevés de la police était soupçonné d'avoir donné au *Point* un rapport confidentiel adressé au ministre de l'Intérieur le 14 février dernier par le préfet de la police Guy Fougier.

L'affaire avait fait grand bruit et Gaston Defferre piquant une de ses colères préférées avait voté aux gémonies son policier longtemps au-dessus de tout soupçon. Le ministre de l'Intérieur qui est dispensé de suivre les propositions du conseil de discipline avait même tranché définitivement pour la révocation.

Les explications de Robert Schwab qui a commencé sa carrière à Roubaix avant d'être promu chef de la Sûreté à Tourcoing, n'ont pas du être très convaincantes. En fait, avant de comparaître devant ses pairs, ce haut fonctionnaire s'était lui-même placé dans une sale situation. Au lendemain de la publication du rapport par l'hebdomadaire, le préfet de police grand chasseur de fuites avait aussitôt demandé une enquête. L'Inspection générale des Services (la police des polices) lache quelques limiers,

Premières constatation : le nombre de rapports en circulation était beaucoup plus large que ne le supposait a priori le préfet de police de Paris. Deuxième certitude : après agrandissement du fac-similé publié par *Le Point*, au vu des marques distinctives ornant la première page, l'exemplaire appartenait à Robert Schwab. Celui-ci est aussitôt convoqué.

Les réponses du directeur départemental des polices urbaines à qui on

prête quelques amitiés socialistes sont plutôt claires. En substance, il déclare avoir travaillé sur un exemplaire du rapport et placé le second dans son coffre. Est-il l'auteur de cette fuite qui servit l'opposition trop contente de lire sous cette plume autorisée que « les effectifs de la police parisienne ne lui permettaient pas d'assurer toutes ses missions de sécurité » ? Robert Schwab certifie que non.

L'enquête se poursuit avec une diligence égale à l'empressement des

responsables de la place Beauvau. Schwab est entendu une seconde fois. Là, il modifie sa version et précise avoir donné une photocopie à un fonctionnaire de la direction centrale de la Fonction publique. Il refuse de donner son nom. Confrontation ? Hésitation ? Contradiction ? Robert Schwab explique finalement que la veille de sa première audition, il a été chercher ce document à la direction centrale du ministère de l'Intérieur. Pourquoi ? Comment ? Ce contrô-

leur général n'en dira guère plus, laissant tout le monde dans l'embarras. Il a été trop loin ou pas assez. Qu'a-t-il à cacher et qu'est-ce qui le fait hésiter. Ces contradictions, ces variations d'explications ont coûté cher à Robert Schwab qui devra quitter la police. Le mystère en tous les cas reste entier : le ministre de l'Intérieur ne sait toujours pas comment le rapport confidentiel du préfet de police est parvenu au *Point*.

V.B.

DUO

Zaza le napolitain fait le pitre devant la chambre d'accusation

Michele Zaza, un des patrons présumé de la Camorra napolitaine ne perd pas une occasion de mettre les rieurs de son côté. Hier, en audience d'extradition, Me Tixier Vignancourt lui a donné la réplique.

Chaque fois qu'il sort de la cellule où il est en isolement à la prison de Fresnes, depuis son arrestation le 15 avril dernier, Michele Zaza, dit « O'Pazzo », « le dingue », considéré par la police italienne comme un des

« patrons » de la Camorra, le « Milieu » napolitain, ne rate pas ses apparitions publiques. Devant la chambre d'accusation de Paris, en l'occurrence, chargée d'examiner la demande d'extradition formulée à son encontre par la justice italienne.

Déjà le 25 avril dernier, l'interrogatoire d'identité de ce « boss » aux allures de plombier avait amusé la galerie pendant près de cinquante minutes. Beaucoup pour un « Nom, prénom, adresse, etc... ». Même lorsque l'intéressé ne parle pas français. C'était en fait la nationalité de Michele Zaza qui avait posé le problème. Né à Naples il y a 39 ans, cet homme qui ne se cache pas d'exercer la profession de trafiquant de cigarettes — « je suis entrepreneur », expliquait-il avec un désarmant sourire — ne veut pas entendre parler de l'Italie.

« Mon pays, c'est la patrie de ma femme et de mes enfants », avait-il alors essayé d'expliquer à un président qui ne voulait rien entendre.

Sa femme et ses trois enfants sont français. « Votre nationalité ? » répétait le président de derrière ses épais sourcils. « Mettez l'italien, si vous voulez ! », concédait-il, coopératif. « Je ne vous demande pas ce que je veux, mais ce que vous êtes » insistait le juge à bout d'arguments. « Je ne peux pas être italien » ne demandait pas, candide, le Napolitain. « L'Etat italien a voulu me faire assassiner, alors que j'étais en résidence surveillée. C'est pour cela que j'ai cherché refuge en France. »

L'incompris avait fini par évoquer ses parents morts alors qu'il était tout

petit, son analphabétisme « je ne sais ni lire, ni écrire, monsieur le Président », ses pauvres débuts à Naples comme petit marchand de cigarettes sur le trottoir et ses infarctus à répétition, pour lesquels il est « venu en France se faire soigner ». Ce dialogue ubuesque, ponctué de bras au ciel et de mains sur le cœur, s'était finalement terminé dans la confusion générale. Zaza refusant l'expertise médicale et la psychiatrique, demandée par ses défenseurs. « Ils veulent me tuer, monsieur le Président. » (Ses avocats, NDRL).

Rendez-vous avait tout de même été pris pour hier, mercredi 9 mai. Tout ce que Paris compte de journalistes italiens s'était donné rendez-vous à la chambre d'accusation et se léchait les babines à l'avance du spectacle. « L'honnête commerçant », très élégant dans sa veste d'intérieur en cachemire blanc, n'allait pas décevoir. Alors qu'il n'avait fallu qu'une demi-heure pour expédier les cas d'un Belge, d'un Italien et d'un Algérien réclamés par la Belgique, d'un Chinois demandé par Hong-Kong, et d'un Grec enfin condamné dans son pays, il en fallu autant pour signifier à Zaza que la justice acceptait de le faire examiner par un médecin cardiologue. Grâce tout de même à la connivence active d'un grand nom du barreau de Paris, Maître Tixier-Vignancourt, dont la grommelante présence dans la salle n'avait tout d'abord pas été bien éclaircie au début de l'audience.

Devant la noria de robes noires qui virevolte autour du prévenu, le Président veut mettre les choses au point. « Qui sont vos avocats ? » Le Napolitain,

tain, qui répète qu'il est « très malade », montre son défenseur italien maître Condoleo, et maître Domenach, du barreau de Paris. Puis se rend compte qu'il a oublié le cabinet de maître Lombard. Le cite. L'air de se soucier de la chose comme d'une guigne. Légèrement perplexe, le juge demande que le prévenu marque lui-même les noms sur un papier, qu'il signera.

Mal lui en prend. A peine l'intéressé a-t-il laborieusement fini d'inscrire les trois noms, sous la dictée lettre à lettre de l'interprète, qu'éclate dans son dos une grosse voix. « C'est un scandale. Je suis aussi un défenseur de monsieur Zaza. » Maître Tixier Vignancourt veut aussi être de la partie. La femme de Zaza lui a téléphoné la veille. Etc... Les autres avocats s'insurgent. Zaza demande qu'on traduise. Pris à témoin, le président est trop heureux de se laver les mains de la querelle. « Débrouillez-vous », lâche-t-il, tout sourire. Les journalistes transalpins explosent de rire.

C'est finalement le principal intéressé qui mettra un terme à l'incident. Bon bougre, il sourit vers le public : « Qu'on mette son nom aussi, s'il veut. » Et la main sur le cœur. « A condition qu'on me soigne. » Voilà. C'est fini. Zaza lance un dernier appel « au peuple français ». Pour que ses enfants et sa femme puissent retrouver rapidement leur père et mari. Ses avocats déposent une demande de mise en liberté. Le président prend note et renvoie le remuant prisonnier à sa cellule. Prochain épisode le 30 mai, pour commencer — peut-être — l'examen du dossier sur le fond.

Denis BOUTELIER



Klaus Barbie, alias Altman, lieutenant colonel «honoraire»

Petite carte d'identité militaire, plastifiée à l'américaine, trouvée dans les bureaux du ministère de l'Intérieur à La Paz : elle prouve que Klaus Barbie alias Altman était lieutenant colonel «honoraire» des services de sûreté militaire. Chargé de la répression. Un membre du nouveau gouvernement bolivien de passage à Paris il y a quelques mois a apporté les dernières trouvailles sur le rôle de Barbie auprès de la dictature bolivienne. Il apportait également une autre information : grâce à une « taupe » infiltrée au sein de l'extrême-droite et des milieux allemands en Bolivie, on apprenait que le garde du corps de Barbie, Alvaro de Casiro, tentait de monter une opération pour enlever Régis Debray et l'échanger contre Barbie. Les responsables bolivien en ont informé Régis Debray. Celui-ci a préféré ne pas ébruiter ce projet d'enlèvement.

CRISPATIONS

Ecole publique, arrièrè toutes!

Dominés par les militants trotskystes du PCI, les « Etats généraux pour la défense de l'instruction publique » n'ont pas brillé par leur esprit d'ouverture.

Près de trois cents personnes, frigorifiées dans un amphigloce de la fac parisienne du Panthéon, ont tenu le 8 mai les « Etats Généraux pour la défense de l'instruction publique ». L'initiative en revenait à Jean-Pierre Despin et Marie-Claude Bartholy, enseignants dans le secondaire et auteurs du « Poisson rouge dans le Perrier », violent pamphlet contre l'école primaire. S'ils réfutent leur appartenance à l'organisation trotskyste, Parti communiste internationaliste, cette assemblée transie était presque exclusivement celle de militants badges PCI.

Le message de ces Etats généraux est clair : le gouvernement actuel veut détruire l'école publique, comme l'attestent ses projets de réforme (Legrand au collège, Prost au lycée). Comment s'y prend-il ? En mettant en place « la décentralisation, l'autonomie des établissements, la constitution d'équipes pédagogiques, l'extension des bassins de formation », a longuement expliqué Jean-Jacques Marie, enseignant. Les initiateurs demandent d'ailleurs dans un texte que « le président de la République déclare devant tout le pays que la mission de l'enseignement public est l'instruction publique ». Et que l'on supprime donc « la pédagogie de l'éveil, la fusion des disciplines en activités incertaines, l'intrusion dans l'école d'intervenants extérieurs, etc. ».

A vrai dire, les conceptions pédagogiques des orateurs ne brillent pas par leur ouverture et chaque évocation d'innovation à l'école draine tour à tour des mines scandalisées et des hurlements de rire. Décortiquant le rapport Prost sur les lycées, Marie-Claude Bartholy s'in-

digne : « L'important, pour lui, n'est pas l'acquisition des connaissances. Au contraire, il estime qu'on en assène trop aux élèves et qu'ils ont trop d'heures de cours. Son but est de légitimer l'allègement des programmes et la suppression d'heures, avec tous les problèmes que ça pose aux enseignants. Tout cela aura des conséquences sur nos mutations ». Quid de l'intérêt des élèves ? On ne le saura pas. Giant Prost « nul ne peut étudier à la place des lycéens ». M.C. Bartholy déclenche le fou-rire dans la salle.

Jean-Jacques Marie connaît aussi un franc succès quand il cite les mots

de Jean Levy, professeur au lycée autogéré de Paris évoquant son expérience : « Quand j'étais dans la salle de classe, je me taisais ». Hilarité générale. « Et les élèves ressentent du coup le besoin de parler ». Délire dans la salle. « Evidemment, conclut l'orateur, pour remplir un tel rôle, notre qualification professionnelle peut être réduite ».

Il épingle au passage le collège expérimental de Caen-Hérouville « où les enseignants ont choisi de ne pas avoir de personnel de service ». Brocarde la FCPE (fédération de parents d'élèves plutôt à gauche) qualifiée de « L'une des fédérations

les plus obscurantistes de notre pays ». La preuve ? Elle préconise « l'école comme lieu de parole ». Et griffe « les journalistes CFDT du Monde ».

La palme revient tout de même à Alain Casanova, défenseur des enseignements artistiques, qui a d'ailleurs décidé d'attaquer le ministre pour diffamation : regrettant les diminutions d'heures de musique et dessin, il critique les subventions que le FIC (Fonds d'intervention culturelle) a accordé à des recherches en milieu agricole, des enseignements artistiques en prison et des aides pour un festival breton. « Avec les crêpes,

les vaches et les Cromagnons chez les taulards, on comprend que nos intellectuels s'inquiètent ».

Après un constat aussi noir, il est urgent de passer à l'action. « Encore un petit moment, Monsieur le bourreau » lance Jean-Pierre Despin à l'adresse d'Alain Savary avant de proposer une grève totale du Bac. Il est grand temps, pour Jean-Jacques Marie, de « nous organiser et combattre pour sauver à la fois nos corps et l'école ». Pressés de sauver les nôtres, aussi glacés que nos cœurs par ces sinistres débats, nous courrons boire un café brillant.

Catherine BEDARIDA

LEON

L'école au Programme de transition

Sans être la chose la mieux partagée du monde, les conceptions du PCI en matière d'éducation débordent sensiblement les frontières de leur organisation.

Dans le pauvre délire vaguement marxiste qui tient lieu de théorie au mouvement trotskyste (ou tout au moins à sa branche dite lambertiste) on se souvient peut-être de cette incongruité : les forces productives se sont arrêtées en 1929. Au regard des « Etats généraux pour la défense de l'instruction publique » (synonyme, pour une réunion de cellule du PCI) la conception de l'Ecole, tendance « grand Léon », s'est figée à peu près à la même époque. Une conception pré-psychanalytique, pré-moderne et pour tout dire bien prévisible.

Foin de la névrose, de l'être des-

structuré, du social éclaté et autres fariboles modernistes ou néochristiques : le savoir, arme de la critique, poursuit son avancée. L'école publique, laïque et obligatoire est son prophète. S'il n'est plus besoin, comme au début du siècle, d'unifier la nation via l'école, les petits Français ont toujours droit à la même éducation. Pardon, la même instruction. Identique à Landivisiau, Colmar, Perpignan ou Porto-Vecchio.

Dans ce contexte, on conçoit mieux le blocage quasi-mécanique du militant moyen PCI, face aux notions, au demeurant bien incertaines, d'au-

tonomie, décentralisation, projet d'établissement, etc. Autant de particularismes, bien en vigueur dans l'enseignement privé, qui peuvent être autant d'inégalités et de ghettos. Ce sentiment est aujourd'hui loin d'être partagé par les seuls enseignants du PCI. Même les plus chauds thuriféraires de la décentralisation tous azimuts, de la « révolution moléculaire », ne parviennent désormais à cacher leurs doutes. A gauche en tout cas.

L'opposition, elle, ou plus exactement ses penseurs « libéraux-libertaires », n'ont pas de scrupules. Un des intervenants des « Etats généraux » a eu ainsi beau jeu de rappeler qu'un des plus récents et vibrants hommages à « la décentralisation des choses et des gens » aux « communautés éducatives » était signé Alain Juppé, membre important du RPR.

Ce faisant, le PCI joue sur du velours ou en tout cas sur une sensibilité non négligeable du corps enseignant. D'autant qu'il est aujourd'hui, dans le milieu, l'une des rares forces constituées, à défendre sans le moindre complexe l'existence et les acquis de ce corps.

La encore, on pourrait prendre pour un vulgaire corporatisme ce qui est partie intégrante d'une « pensée » : pour jouir d'une égale instruction, les petits Français ont besoin d'enseignants issus de concours identiques, « nationaux », recrutés sur les mêmes bases. Ces enseignants doivent être indépendants, protégés, à l'abri des pressions et des particularismes et seuls biens sûr l'Etat et la Fonction publique leur assurent cette garantie.

Un tel « souci » ne peut évidemment que rassurer la cohorte des enseignants en crise permanente d'identité et de fonction, démunis devant le mouvement des savoirs... et des publics à enseigner. Comme les rassureront, y compris les plus conservateurs, les conceptions du PCI en matière de pédagogie et de mœurs éducatives. Comme le prolétariat a besoin du parti, conscience historique de son programme, l'enfant a besoin d'un maître, d'un instructeur, contraint inéluctable sur le chemin du savoir, dans le processus d'apprentissage. Bref on ne négocie pas le savoir avec la psycho-pédagogie, l'éveil, les individualités, les traumatismes et les retards. On a simplement un programme à exécuter, en toute indépendance, envers et contre tous les actes parasites, et il revient à l'Etat d'en fournir les justes moyens.

Ajoutons qu'une hostilité vigilante à toutes les sub-cultures, plus ou moins underground, et à coup sûr autogestionnaires, fait le reste, et l'on comprendra mieux l'attirance des enseignants PCI pour les lycées propres, les élèves plutôt respectueux et un ordre qui, à défaut d'être moderne, présente l'avantage de faire sens. Le sens étant effectivement aujourd'hui la chose la moins partagée au royaume de l'Ecole. Bref plutôt que la *Truie qui doute*, les « Etats généraux » proposent à leurs éventuels nouveaux adhérents la République de la-lumière retrouvée. Précision utile : ce courant n'est pas à proprement parler alternatif...

Alain LEAUTHIER

Mot d'ordre de grève du SNESup

Le syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESup-FEN) lance à partir de cette semaine une grève des examens et prône notamment le refus de communiquer les sujets.

C'est la riposte du SNESup au projet de réforme du statut des universitaires mitonné par Alain Savary et qui mécontente tout le monde : l'ensemble des organisations syndicales, le Comité technique paritaire, le Conseil supérieur de la Fonction publique et la Conférence des présidents d'université. Il instaure deux grands corps, les professeurs et les maîtres de conférence, sans faire véritablement disparaître celui des assistants.

Les passages d'une catégorie à l'autre, et donc des perspectives de promotion, sont des plus limités.

La pilule est d'autant plus amère qu'une promesse électorale s'engageait à regrouper l'ensemble des universitaires dans un même corps, aux responsabilités et droits voisins.

Reste à savoir l'impact que connaîtra cette décision de grève des examens. Le 21 mars dernier, seuls quelques dizaines d'universitaires avaient répondu à l'appel du SNESup en manifestant contre le projet. Peut-être seront-ils davantage disposés à agir dans leurs faces, qu'à battre le pavé parisien ?

EN MAI MARTIN VEYRON FAIT CE QU'IL LUI PLAÎT

...L'ART À L'ÉCOLE, C'EST L'ACCÈS AU SPIRITUEL, DU SPIRITUEL AU MYSTIQUE, IL N'Y A QU'UN PAS!



JUSTEMENT! ÉCÉURONS L'ENFANT DE SPIRITUALITÉ, NON SEULEMENT, ON EN FAIT UN BOUFFEUR DE CURES, MAIS ENCORE, ON LUI LAISSE UN FERMENT SPIRITUEL QUI LE REND TOTALEMENT RECEPTIF À L'ART, VOIRE MÊME, EN FAIT UN CRÉATEUR!

SAUVE QUI PEUT LA RECHERCHE !

Promue médicament anti-crise en 1982, la recherche scientifique, amputée par les restrictions ne fait plus fonction que de placebo. La science est-elle encore de gauche ? Quinze chercheurs et non des moindres posent aujourd'hui publiquement la question.

Ce texte a été signé par des scientifiques pour le soutien au combat de la gauche pour le redressement de la France, pour le progrès dans la justice sociale et la liberté, ne peut être suspecté. Ce combat est leur combat ; ce gouvernement, avec ses imperfections, est leur gouvernement. Ils s'adressent donc à lui, comme il est naturel, parce que leur inquiétude grandit dans un domaine qui touche à l'essentiel : la recherche scientifique.

La gauche a trouvé la recherche en état d'abandon. L'élan imprimé par Mendès France et de Gaulle a été cassé, peut-être définitivement, en 1968. Jusqu'en 1981, les dirigeants velleitaires, qui invoquent maintenant la grandeur de la France pour masquer leurs erreurs passées et leurs manœuvres actuelles, avaient sacrifié l'avenir en plaçant notre recherche au dernier rang des pays développés. En conséquence, pour presque tous les secteurs clés, nous sommes à la remorque des grandes nations innovatrices. Le monde de demain ne se crée pas en France.

L'arrivée de la gauche au pouvoir a fait renaitre l'espoir. Elle a entrepris une tâche considérable, et particulièrement ingrate puisqu'on ne peut en espérer de bénéfice avant plusieurs années : démocratisation de la recherche (on ne crée que dans la liberté), amélioration du statut des chercheurs et croissance considérable du recrutement et des dotations aux laboratoires, notamment

en recherche fondamentale.

Un peu de sang frais et beaucoup d'enthousiasme ont été injectés dans les équipes démoralisées, abandonnées par l'opinion publique et exsangues après dix ans de stagnation des recrutements. Parallèlement, le budget de la culture doublait. Le pouvoir socialiste avait compris que la survie d'un peuple dépend de la maîtrise par ce peuple de l'ensemble de sa culture, dont font bien sûr partie la science et la technologie. Nul ne saurait, s'il est de bonne foi, nier ce bilan.

RESTRICTION D'EMBAUCHE

Cependant, le budget 1984 et ce que l'on sait du budget 1985 nous inquiètent sur un point, mais il est capital. Dans l'ensemble, l'enveloppe recherche continue à progresser, quoique moins que prévu par la loi d'orientation et de programmation. Déjà, beaucoup trop d'argent est consacré à des activités non indispensables en période d'austérité, périphériques à la recherche elle-même. (Avons-nous vraiment la possibilité de financer le musée de La Villette, lequel pèsera lourdement sur les budgets futurs ?) Mais surtout, la politique de restriction d'embauche de nouveaux agents du secteur public a ramené en 1984 le recrutement au niveau d'avant 1981 et une réduction, peut-être de moitié, du nombre de postes est annoncée pour 1985. Des chiffres : progression annuelle moyenne 1978-1980, 1,3 % ; objectif de la loi d'orientation, 4,5 % par an. 1981 : 2,4 ; 1982 : 3,1 ; 1983 : 2,6. 1984 : 1,2, ce qui représente 710 postes, dont 110 pour La Villette. La progression réelle sera donc de 1 % en 1984.

La recherche scientifique doit être tenue à l'écart de cette politique restrictive, comme le serait l'armée en cas de guerre, et d'autant plus que le nombre de postes à prévoir est très faible : 1.500 postes par an, dont la moitié pourrait facilement être trouvée dans ces organismes qui fournissent autour de l'appareil de recherche proprement dit, et dont l'efficacité réelle est nulle.

Les chercheurs présents actuellement dans les laboratoires, encore une fois après dix ans de pénurie de postes, sont rares et relativement âgés. Le nombre et les salaires des techniciens, sans lesquels il n'est pas de recherche possible, sont faibles. Les personnels administratifs, admirablement formés et surpayés à l'étranger, parce qu'ils sont déterminants pour ce qui est maintenant l'essence même de la recherche — la communication par les moyens les plus modernes — sont, en France, sacrifiés. C'est une cause majeure de blocage de l'activité internationale de nos chercheurs.

UNE POLITIQUE EN ACCORDÉON

Nous ne gagnerons pas la bataille décisive qui conditionne la présence de notre pays dans le monde avec des bataillons aussi étiés. Par exemple, il ne peut y avoir de

transfert — plus que jamais nécessaire — vers l'industrie si la recherche publique ne dispose pas de chercheurs bien formés capables d'ensemencer les laboratoires de l'industrie. Rien n'est pire que cette politique en accordéon qui laisse des trous, par tranches d'âge, dans les laboratoires qu'elle déséquilibre de façon durable.

Nous ne sommes pas certains que les autorités politiques actuelles aient fait leur, non seulement dans leurs déclarations mais dans leurs décisions, ce fait incontournable : la seule carte de la France est la recherche scientifique. Au terme du mandat du président de la République, ce pays doit être couvert de laboratoires de pointe bien pourvus en personnels. Les forces vives de la nation doivent s'engager dans ce combat moins spectaculaire mais aussi important que celui de la reconversion industrielle, faute de quoi nous partagerions avec nos prédécesseurs la responsabilité de l'échec et de ses conséquences pour l'avenir.

SANS CORPORATISME

La France est riche, même si cette richesse est encore trop inégalement répartie. Ceux qui en disposent le plus nous sont par

définition défavorables. Ils ont, dans la prospérité, sacrifié l'avenir à leurs profits immédiats, et continuent à défendre une politique qui n'est qu'un retour à cette pratique. La difficulté est donc grande, à la mesure de l'enjeu, mais nous devons trouver les ressources nécessaires et investir dans l'avenir. Dès l'année prochaine, la courbe ascendante doit reprendre et les jeunes scientifiques brillants et enthousiastes que l'on refuse aux portes de nos instituts doivent impérativement y trouver place. Il n'y a pas d'alternative à la recherche scientifique pour défendre l'identité nationale menacée par des armes plus subtiles mais non moins dangereuses que par le passé.

Nous demandons à ce gouvernement de faire tout ce qui est en son pouvoir, et même plus, pour tenir les engagements de la loi d'orientation et de programmation et, dès que possible, et peut-être avant, de les dépasser à hauteur de ce que nos concurrents sont en train de faire. Sans corporatisme, ou dramatisation excessive, mais avec gravité, nous disons : la survie de notre pays en tant qu'entité culturellement indépendante est en jeu.

N.B. : Les inter-titres sont de la rédaction.

Les signataires

Jacques Benveniste, directeur de recherches INSERM.
Alberto Cassuto, directeur de recherches CNRS.
Félix Chao, maître de recherches CNRS.
Michel Cohen-Solal, maître de recherches INSERM.
Max Costa, maître de recherches CNRS.
Michel Douchez, directeur général du Centre technique des industries aéronautiques et thermiques.
Claude Kordon, directeur de recherches CNRS.
Henri Korn, directeur de recherches INSERM.
Philippe Kourilsky, directeur de recherches CNRS.
Henri Laborit, biologiste.
Jacques Maitre, directeur de recherches CNRS.
Zahar Massoud, directeur de recherches CNRS.
Serge Moreau, chargé de recherches INSERM.
Jean Rosa, professeur.
Jean-Marie Schwartz, chargé de recherches CNRS.

Les signatures sont recueillies à : « Pétition-Recherche », 32 rue des Carnets, 92140 Clamart.

BILLET

L'envol des belles intentions

Pour relancer les chantiers navals on a coupé indifféremment dans l'ensemble des budgets de recherche... en oubliant que les crédits du Centre national d'exploitation des océans devaient financer la commande d'un navire océanographique aux chantiers navals français. Au-delà de l'anecdote, c'est le pilotage à vue qui est en question. Le développement technologique d'une nation s'inscrit dans le long terme, le temps y fait figure de matière première.

La recherche est-elle de gauche ? On pouvait légitimement se poser cette question en janvier 1982, en voyant l'enthousiasme soulevé par les assises sur la recherche de Jean-Pierre Chevènement. De tous les coins de France accouraient les chercheurs soucieux de participer à la grand-messe organisée par le ministre de la Recherche avec la bénédiction du président de la République.

La recherche allait épauler les socialistes pour sortir la France de la crise. Dans l'enthousiasme de la mobilisation, on vota une loi de programmation, on promit des crédits mirobolants, qui devaient faire de la France, à moyen terme, une grande puissance

technologique.

Et puis, au fil des licenciements, restructurations, flambées inflationnistes, augmentation des déficits, les socialistes ont découvert les limites du volontarisme.

L'enthousiasme ne pouvait suffire, on découvrait les vertus de l'austérité. Mais de l'un à l'autre, la transition s'est faite par à-coups, dans la culpabilité et le sentiment d'immoler ses idéaux sur l'autel d'une réalité forgée en d'autres lieux. Un coup de cisieux par ci, un coup de cisieux par là, l'important était de couper, en attendant le retour des beaux jours.

Résultat, deux ans après, les chercheurs ont le sentiment que les belles intentions se sont envolées, que la prise de conscience n'a duré que le temps d'un exercice budgétaire. On a accru l'effort de recherche bien sûr, mais dans le désordre le plus complet. Les crédits et les programmes fluctuent au gré des indices économiques. Or, s'il est un domaine dans lequel fluctuations et hésitations sont catastrophiques, c'est bien celui-ci.

Michel LEPINAY

LE QUOTIDIEN DE L'INFORMATIQUE

A PARTIR DE LUNDI DANS LIBERATION

Chaque jour en direct du SICOB et avec nos envoyés spéciaux au Japon et à Silicon Valley, des enquêtes, des histoires, des chiffres...

C'ETAIT DEMAIN A LOS ANGELES

Avril 84 à Los Angeles : voici quelques images fictions à se mettre sous la prune. Ces combattants de l'olympisme venus de l'Est auraient eu toute chance de faire la « une » de nos journaux en remportant leurs épreuves. Puisque le sport a pour force essentielle l'imagination laissons-nous aller à quelques légendes en niant l'histoire qui les a écartés.

UNE CHAMPIONNE EN OR

Voici quelques jours, la favorite du 100 m, Evelyn Ashford faisait la Une de tous les magazines américains : un couturier lui avait taillé une robe dans un drapeau américain. Après avoir remporté la médaille d'or du 100 mètres, Marlies Goerh, l'Allemande de l'Est s'est gentiment excusée auprès de la noire Américaine, sa victime en lui promettant un short taillé dans le drapeau de la RDA.

C'EST LOIN CUBA? TAIS-TOI ET BOXE

Les Cubains comme on pouvait s'y attendre ont rafé la majorité des médailles en boxe. Fidel Castro interrogé à La Havane a déclaré : « C'est pas



étonnant chez nous c'est un sport de plage ».

Sur notre photo le Cubain Ricardo Rojas médaille d'or dans la catégorie des 81 kg.

Après ce terrible coup à la temple il s'est d'abord effondré ; a demandé : « Qui sommes-nous ? A Los Angeles », lui a répondu l'arbitre, il s'est relevé paniqué en criant : « Je ne veux pas mourir ici », puis a mis K.O. son adversaire.

LPI



ON A RETROUVE LE 387

Voici trois jours ce marcheur d'Allemagne de l'Est, Roland Weigel, remportait la médaille d'or du 50 km marche. Il avait franchi la ligne d'arrivée sans s'arrêter depuis plus de nouvelles. Les rumeurs les plus folles couraient la presse l'avait déjà naturalisé de cinq nationalités. Il a été retrouvé en plein délire à Santa Barbara, la plage des milliardaires, il continuait à marcher prétendant « qu'il voulait prendre de l'avance pour les Jeux de Séoul ».

AP



VARDANIAN A LA HAUTEUR DE SA CHARGE

Cet homme, le Russe Vardanian, qui a totalisé plus de 400 kg dans la catégorie des moins de 82 kg ne manque pas d'humour. Fort en physique, il a déclaré pendant sa conférence de presse que sa force pourrait lui permettre de lancer le cow-boy Reagan à 6 mètres au-dessus du sol. Cela fait suite à l'interview du président qui parlait « des hommes forts gonflés à l'Est ».



USA-URSS: AMOUR DU JEU ET JEU DE L'AMOUR

Tout avait été prévu pour faire face à une bagarre de basket atomique pour la finale entre les deux pays. On avait même choisi un arbitre réputé intransigeant en la personne du Suisse M. Valais. Le match s'est terminé comme dans un conte de fée. Les Russes refusant de tirer des coups francs en leur faveur jugés « injustes » alors que les Américains félicitaient leurs adversaires à chaque action. Les deux pays se sont quittés sur le score nul de 92 à 92 en s'embrassant et en offrant leur médaille partagée aux victimes du Boeing coréen. On croirait rêver.



VLADIMIR TARZAN SALNIKOV

Ce géant de 2 mètres, le Soviétique Salnikov, qui s'est entraîné durant des mois en altitude sur le Mont Oural n'a pas laissé l'ombre d'une chance à ses poursuivants après sa médaille sur 800 mètres, il a pulvérisé le record du 1500 m nage libre et remporté sa seconde médaille d'or. On a appris que la Paramount l'avait proposé une somme de 3 millions de dollars pour tenir le rôle de Tarzan. Le champion qui a éclaté de rire a répondu : « Je ne peux pas j'ai pas terminé mes études ».

« Je pense que les Soviétiques sont encore prêts à négocier »

Serguei Voronitsyn, sociologue estime que la décision des Soviétiques ne serait pas définitive et « qu'ils essaient simplement de faire pression sur les Etats Unis ». Je souligne aussi à quel point la décision a surpris les citoyens soviétiques eux-mêmes.

Je pense que la décision de ne pas aller à Los Angeles, qui a été prise à un niveau très élevé dans la hiérarchie, n'est pas définitive. « Les Soviétiques sont encore prêts à négocier. Ils essaient simplement de faire pression sur les Etats Unis » estime M. Serguei Voronitsyn, un sociologue de 58 ans qui suit pour Radio Liberty, une station basée à Munich, les aspects politiques de la préparation par les Soviétiques des Jeux de Los Angeles. « Cette décision est inhabituellement sévère, même pour l'URSS. Ils veulent être bien certains que la propagande anti-soviétique ou les manifestations, choses ordinairement admises dans les sociétés démocratiques, seront interdites, ou à tout le moins limitées » a ajouté M. Voronitsyn.

LIBERATION. — Qu'est-ce que sait le peuple soviétique de la préparation des jeux de Los Angeles ?

SERGE VORONITSYN. — Bien avant le boycott américain des jeux de Moscou en 1980, la presse soviétique était déjà, par périodes et sans que cela soit systématique, hostile aux futures olympiades de Los Angeles. A la lire, l'URSS et les sociétés socialistes étaient les seuls défenseurs des valeurs olympiques, au contraire des régimes capitalistes et ils demandaient à participer massivement au Comité International Olympique (CIO). C'était une tentative claire pour transformer le CIO en un autre UNESCO ou ONU, et lui mettre la main dessus grâce aux votes du tiers



L.A. juillet 84 Edward Sarul le polonais qui a à la surprise générale remporté le lancer du poids avec une avance de 1cm a ravi les téléspectateurs d'ABC en direct. Après son record olympique un journaliste lui demandait « Si on vous permettait de réaliser un vœu que demanderiez-vous ? D'être Jean-Paul 2 » a répondu Sarul. Le journaliste insistait « mais encore » « Lech Walesa » a poursuivi l'athlète puis devant la pression maladroite du reporter a gueulé « J'voudrais être Jaruzelski »

monde. Depuis la mi-avril, la presse soviétique s'est lancée dans de violentes attaques contre les organisateurs des

Olympiades de Los Angeles. Le 4 mai, le quotidien sportif « Sovetski Sport » a titré son article : « La flamme

olympique entre les mains de criminels ». Un autre journal, « Trud », écrivait : « L'ombre du terrorisme s'abat sur les Jeux Olympiques ». Par terrorisme, ils entendent la propagande de différents groupes d'exilés qui allaient essayer de convaincre les athlètes de faire défection.

Néanmoins à cette époque, les athlètes continuaient de s'entraîner, d'après les journaux. La décision finale de participation aux jeux devait être prise le 28 mai par les autorités soviétiques. Et là, ils ont pris tout le monde par surprise. Même leurs propres citoyens. Sans compter qu'ils ont déjà payé pour la retransmission télévisée par satellite et, d'après ce que je sais, pour les places de stades destinées aux touristes soviétiques.

LIBERATION. — Pensez-vous que les défections dans l'équipe soviétique auraient été importantes ?

S.V. — Non. Les Athlètes savent que leur vie de champion est brève, et on leur dit que la vie est difficile en Amérique. Sur le plan individuel, la décision de demander l'asile politique à l'Ouest est dramatique. Peu trouvent le courage de le faire. Mais, d'autre part, deux ou trois défections suffiraient à dégrader l'image de l'URSS. Et qui peut garantir qu'il n'y aura pas 10 ou 20 athlètes qui demanderont l'asile, dans les équipes tchèques ou polonaises.

LIBERATION. — Cette décision de boycotter provoquera-t-elle un choc chez l'athlète soviétique ?

S.V. — Bien sûr. Particulièrement sur le plan psychologique. Pendant les quatre dernières années, toute sa vie a été centrée sur la préparation de ces jeux. Il a rêvé de victoire, d'avancement dans sa carrière, d'avantages économiques et de privilèges. Aujourd'hui, l'athlète doit attendre 1988. Mais il — ou elle — n'est pas sûr qu'il sera alors toujours un champion. Le choc économique immédiat va frapper lui, non pas seulement les athlètes, mais aussi le personnel d'encadrement, managers, masseurs, gardes du corps et commissaires politiques. Aux USA, ils auraient vendu, disons du caviar, et avec l'argent, ils auraient acheté du matériel électronique, des vêtements et des disques. A leur retour, ils auraient gagné beaucoup d'argent au marché noir.

LIBERATION. — Et pour le Soviétique de la rue ?

S.V. — Les sports en URSS sont au centre de toute la vie sociale. Le système scolaire s'appuie sur le sport et les forces armées en tirent avantage. Chaque victoire internationale est politique. Le peuple sait que les relations Est-Ouest ne sont pas bonnes. Maintenant il va comprendre qu'elles sont encore pires. La peur d'une guerre va croître. Si véritablement l'équipe soviétique ne se rend pas à Los Angeles, les autorités vont devoir l'expliquer sérieusement à leur peuple.

Propos recueillis par Sovik SHUSTER

Un « ange gardien » du KGB pour trois sportifs soviétiques

« L'Union Soviétique va sans doute tenter de négocier sa participation aux J.O., et l'on peut s'attendre à plusieurs semaines de marchandage avec les Etats-Unis », estime Arthur Werner, chroniqueur sportif de « La Pensée russe », hebdomadaire de l'émigration russe à Paris.

Pour lui, le motif officiel invoqué par les Soviétiques est tout simplement stupide : « La vraie raison, affirme-t-il, c'est que les Etats-Unis ont pris des mesures destinées à empêcher l'arrivée massive d'agents du KGB à Los Angeles et cela, le KGB ne peut l'accepter ». Tout a commencé avec le refus d'accréditation à Los Angeles de l'attaché olympique soviétique Oleg Yermichine, identifié depuis longtemps par les Américains comme un agent des services spéciaux soviétiques.

Par la suite, l'ambassade des Etats-Unis à Moscou (chargée de délivrer des visas pour les jeux de 1984) a bien montré sa volonté de séparer le bon grain de l'ivraie. C'est-à-dire qu'elle semble avoir repoussé les demandes de visas de nombreux « traducteurs » et « masseurs » et « portier-serviteurs » en tout genre qui ont tous un point commun : leur appartenance au KGB.

Il est vrai que le KGB avait besoin d'un personnel pléthorique pour mener à bien sa tâche de surveillance à Los Angeles : les athlètes ne sont pas tous logés au même endroit, les tentations de l'Occident — on le sait — sont grandes pour les Soviétiques, et plusieurs organisations américaines avaient annoncé leur volonté de tout faire pour aider les sportifs désireux de « choisir la liberté ».

Pour faire face, le KGB avait prévu de multiplier le nombre de ses « anges gardiens ». D'habitude, le KGB entre environ pour 20% dans

la composition d'une délégation sportive soviétique, selon Arthur Werner qui a étudié la question lors des Jeux Olympiques de Sarajevo et dans d'autres compétitions internationales au cours des dernières années. « Pour Los Angeles, on peut raisonnablement penser qu'il a été décidé de mettre un gendarme pour deux ou trois sportifs », estime-t-il. Pour lui, le KGB a sûrement joué un grand rôle dans la décision annoncée hier par Moscou. « Leur raisonnement est simple : on ne peut pas laisser partir les sportifs sans accompagnateurs ».

Marchais « déplore » et « entend agir pour lever les obstacles »

Georges Marchais a « déploré » hier la décision soviétique de ne pas participer aux jeux Olympiques de Los Angeles et a souhaité que « ce renoncement ne sera pas définitif ». Sous le coup d'une « vive émotion », le secrétaire général du PCF a implicitement — mais fermement — critiqué les motivations de l'attitude soviétique : « Je ne veux pas croire qu'il s'agit, comme le disent certains, de la réponse du berger à la bergère. Si c'était, le cas, ce serait une erreur grave. Il me paraît impensable que l'Union Soviétique qui, dans les con-

ditions difficiles, et grâce à l'engagement de sportifs du monde entier, a contribué à sauver l'Olympisme en 1980 à Moscou, prenne aujourd'hui des mesures de rétorsion. Il me paraît impensable que cette position découle de raisons politiques ». Conclusion : le PCF est « résolument partisan de voir les Jeux Olympiques se dérouler comme prévu à Los Angeles » et entend « agir pour lever tous les obstacles ».

Après un temps de réflexion, la direction communiste est allée plus

loin dans le désaccord avec Moscou que l'humanité d'hier qui, réagissant à chaud, s'en était tirée par une attitude jésuitique du genre : on comprend les Soviétiques mais on ne les approuve pas. En cette période électorale, le PCF a su faire un effort pour être en phase avec les réactions de l'opinion publique.

L'occasion était belle, il est vrai, de montrer, sur un sujet qui n'engage pas les intérêts vitaux de la stratégie soviétique, que le parti français ne s'aligne pas toujours sur Moscou.

Une attitude qui doit être rapprochée de la mauvaise humeur avec laquelle le PCF a accueilli l'accession de Tchernenko à la tête du parti soviétique. Le PCUS avait, récemment, suscité la colère publique de Marchais pour avoir laissé publier un ouvrage attentatoire à l'intégrité nationale de la France. Les communistes français pouvaient, enfin, d'autant moins se solidariser avec le boycott de l'URSS que Marchais avait proposé, en 1980, que la France organise les J.O. de 1992.

E.D.

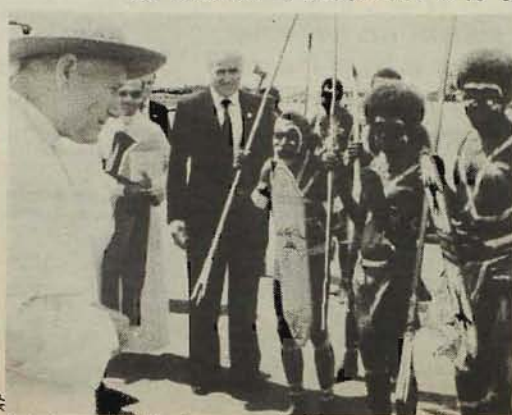
PETIT VEHICULE

Thaïlande: Le pape sur les pas du Bouddha

Jean-Paul II arrive aujourd'hui à Bangkok, dernière étape de son périple asiatique. Sa visite risque de susciter la colère des intégristes bouddhistes qui accusent l'Eglise catholique de vouloir « Absorber » le bouddhisme.

Jean Paul II, qui arrive aujourd'hui en Thaïlande pour un séjour de 48 heures, dernière étape de son périple asiatique, est-il venu lancer une OPA spirituelle sur le bouddhisme ? C'est en tout cas, ce dont l'Eglise catholique est accusée par un certain nombre de bouddhistes « intégristes », regroupés dans un mouvement baptisé « Groupe de Protection du Bouddhisme ». Selon ces militants, qui ont trouvé des appuis jusqu'au sein de l'établissement politico-militaire du pays, le Vatican aurait élaboré une stratégie destinée à « absorber » le bouddhisme d'ici l'an 2000. Le gouvernement de Bangkok, embarrassé par cette polémique qui dure depuis la fin 1982, a imposé une stricte censure sur le sujet dans les médias thaïlandais ; mais la visite de Jean Paul II risque d'être ressentie comme une provocation par les bouddhistes militants.

La religion bouddhique hinayana (« Petit Véhicule ») est, avec la Royauté, un des deux fondements de la nation thaïlandaise. Avec plus de 45,5 millions de croyants, la Thaïlande fait aujourd'hui figure, avec la Birmanie voisine et le Sri Lanka, de bastion de la foi du Bouddha. Son souverain, le roi Bhumibol est, outre un monarque, « un Bouddhiste et le



Le pape rencontrait des danseurs aux îles Salomon, avant d'arriver jeudi en Thaïlande.

protecteur des religions ». La Thaïlande s'est en effet distinguée de la plupart des autres pays asiatiques par sa très grande tolérance religieuse, la liberté de culte et de

croissance y étant inscrite dans les lois fondamentales depuis 1869.

En fait, le catholicisme (pas plus que le protestantisme) n'a jamais eu à souffrir de persécutions, ni même

d'hostilité, depuis l'arrivée à Ayutthya (la capitale royale d'alors) des premiers missionnaires portugais, en 1493. Les missionnaires français, qui prirent le relais des Portugais à partir de 1662, furent même protégés par le roi Narai qui, fasciné par la technologie avancée dont ils disposaient, les avait autorisés à créer un séminaire à Ayutthya. Sous plusieurs règnes, tout au long du 19^{ème} siècle, les catholiques jouèrent même un rôle important dans la modernisation du royaume. Mais, paradoxalement (et ceci explique peut-être cela), ils ne parvinrent jamais à s'implanter dans le peuple thaïlandais et à menacer la suprématie absolue de la foi bouddhiste.

Aujourd'hui encore, les chrétiens — dont les 3/4 sont catholiques — ne sont pas plus de 260 000 parmi les 50 millions de Thaïlandais (0,4 % de la population). En outre, la grande majorité d'entre eux ne sont même pas Thaïs de souche : c'est dans les régions périphériques et montagneuses du royaume, parmi les minorités ethniques — karen, hmong etc... — que les missionnaires catholiques et protestants ont eu le plus de succès. Mais le prestige des écoles catholiques en Thaïlande est

très grand, de même que celui des œuvres sociales et médicales des Eglises chrétiennes. De plus l'Eglise catholique a entrepris, depuis quelques années, de se « thaïlandiser », en adaptant ses rites et son message aux traditions et aux valeurs nationales.

C'est cette évolution qui provoque l'inquiétude et la colère de certains bouddhistes, dont l'opinion a été exprimée dans un pamphlet publié début 1983 avec l'aide de la très puissante Banque Militaire Thaï et intitulé « Le Plan pour détruire le Bouddhisme ». Selon son auteur, un proche d'un des principaux dignitaires bouddhistes du pays, la Thaïlande serait menacée par la montée en puissance d'un « lobby » catholique qui risquerait de l'entraîner sur la voie désastreuse que suivit le Vietnam du sud au début des années soixante, sous la dictature du président catholique Ngo Dinh Diem... La colère des intégristes bouddhistes a été alimentée par certains textes publiés dans des revues catholiques qui faisaient du Bouddha un disciple du Christ ou un prophète de l'Ancien Testament.

Les dirigeants de l'Eglise catholique thaïe se défendent évidemment de vouloir « récupérer » le bouddhisme, et expliquent qu'il s'agit simplement pour eux d'adapter l'Eglise à la culture populaire thaïlandaise, et de favoriser le « dialogue » entre les deux religions. C'est probablement ce que répètera Jean Paul II au Patriarche suprême Ariyavongsakattayane, qu'il rencontrera aujourd'hui tout de suite après le roi Bhumibol. Il se rendra vendredi dans le camp de réfugiés de Phanat Nikhom, où il évoquera sans doute les persécutions dont les chrétiens d'Indochine ont été victimes depuis la victoire communiste de 1975 : massacres au Cambodge du temps des khmers rouges, pressions de plus en plus fortes au Vietnam, où 150 prêtres sont emprisonnés selon Amnesty International et où 6 religieux ont été condamnés à de lourdes peines de prison l'été dernier. Car c'est aussi en pensant aux « Eglises du silence » des pays communistes (Corée du Nord, Chine, Vietnam, Cambodge) que le pape s'est rendu dans les deux pays — Corée et Thaïlande — qui se posent en avant-postes du « monde libre » sur le continent asiatique.

Patrick SABATIER

VETERANS

La bataille de l'Agent Orange n'aura pas lieu

Les sept compagnies chimiques qui fabriquaient l'Agent Orange, défoliant qui aurait provoqué des maladies chez des milliers d'anciens combattants de la guerre du Vietnam, ont accepté de verser 180 millions de dollars pour éviter un procès.

Washington (de notre correspondant).

Pendant la guerre du Viet-Nam, entre 1969 et 1971, l'armée américaine avait déversé sur les forêts d'Asie du Sud-est, quelque 48 millions de litres d'un défoliant appelé « Agent Orange », et contenant de la dioxine. En 1979, une action en justice était entamée contre sept compagnies chimiques américaines ayant fabriqué cet « Agent Orange », pour le compte de 16 000 anciens combattants et de leurs familles, victimes de cancers, de maladies nerveuses, hépatiques ou cutanées, ou qui ont donné naissance à des enfants anormaux. Les compagnies rétorquaient que l'exposition à de faibles quantités de dioxine est sans danger, et que la plupart des 2,8 millions d'anciens combattants ayant servi au Viet-nam n'avaient pas été exposés à des doses pouvant entraîner des troubles prolongés.

Ce grand procès, qui devait finalement s'ouvrir cette année, n'aura probablement jamais lieu. Les sept compagnies chimiques et les avocats des anciens combattants ont conclu un accord à l'amiable lundi, qui prévoit l'établissement d'un fonds de 180 millions de dollars afin de dédommager les victimes du défoliant. Ce fonds devrait avoir une durée de vie de 25 ans et devrait ainsi, grâce aux intérêts accumulés atteindre 250 millions en 1990. On estime généralement que 50 000 anciens combattants

pourraient profiter de ce fonds. C'est afin d'éviter un procès « terriblement émotionnel » que les compagnies ont finalement accepté de payer, tout en refusant de reconnaître leur responsabilité pour les maladies constatées.

Les détails de ce plan ne sont pas encore connus, et devraient être présentés par les parties dans un délai de 60 à 90 jours au juge Jack Weinstein, de Brooklyn, qui a joué un rôle déterminant dans l'établissement de cet accord. Mais le principe est déjà connu. Les anciens combattants (ou leurs familles) pourront présenter leur cas devant une commission agréée par la justice, et où siégeront des anciens combattants. Cette commission, en fonction de la maladie elle-même et de sa relation avec l'Agent Orange, allouera des dommages aux intéressés. Cet accord a provoqué des réactions diverses de la part des associations d'anciens combattants, et ne règle pas, tant s'en faut, tous les problèmes. Ainsi, son existence même fait que le débat sur les effets de la dioxine sur l'organisme humain ne sera pas tranché en justice, ce qui a amené une personnalité comme Ralph Nader à critiquer l'accord et les avocats des anciens combattants, et d'autres organisations de « veterans », comme la Veterans Agent Orange Victims Inc., s'opposent également à cet accord parce qu'il offrirait finalement peu d'argent aux très nombreuses

victimes du défoliant.

L'accord n'empêchera pas les anciens combattants de poursuivre, s'ils le veulent, les sept compagnies individuellement, même si ces poursuites, des lors, semblent plus difficiles à cause de l'existence même de cet accord, et des frais à engager. Il n'écartera pas non plus la possibilité pour les compagnies de se retourner contre le gouvernement américain, en arguant qu'elles avaient suivi les critères du Pentagone. Les familles des anciens combattants (mais pas les anciens combattants eux-mêmes) pourront également attaquer en justice le gouvernement fédéral. Les sept

compagnies — Dow Chemical, Monsanto, Diamond Shamrock, Hercules, Uniroyal, T.H. Agriculture and Nutrition et la Thompson Chemical, aujourd'hui disparue — sont débarassées de la perspective d'un procès.

Le Wall Street Journal soulignait mardi matin, que cinq des six compagnies existantes ont leurs actions en bourse en hausse dès l'accord connu. « Nous venons de remporter la victoire dans la dernière bataille de la guerre en Asie du Sud-Est » s'est écrit de son côté Victor Yanaccone, un des anciens combattants qui avaient porté plainte en 1979.

M.F.

10 MAGNETOSCOPES MULTISTANDARDS AU BANC D'ESSAI.

Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.

VOIR
le cinéma

POIL AU PINCEAU

A LA QUEUE LEU LEU DEVANT L'EXPO

Toutankhamon avait fait le plus gigantesque tabac de l'histoire des grandes expositions. Balthus obtient un joli score. Et Bonnard, en ce moment à Beaubourg, menace de battre un nouveau record. Mais qu'est-ce qui fait courir grands et petits vers la peinture ?

Pourquoi ces files d'attente qui s'étirent devant les musées ? Pourquoi cette foule agglutinée devant des murs décorés de tableaux ? Pourquoi cet engouement persistant devant, sinon le plus vieux, du moins le plus primaire art du monde ? Et pour voir quoi ? Des femmes plus ou moins dévêtues ? Des paysages plus ou moins nets ? Des portraits plus ou moins ressemblants ? Des rouges ? Des verts ? Des bleus ? Circulez, circulez, il y a trop à voir ! Les chiffres — auxquels on peut faire dire à peu près n'importe quoi — ne cessent pourtant de mesurer un accroissement notable des visiteurs d'expositions.

Avez-vous vu Bonnard ? Non, mais j'ai vu les Turner. Voici sans doute l'une des raisons pour laquelle nous allons en visite aux expos. Nous voulons admirer ce qui a été décrété admirable quitte, par amour-propre, à réserver notre jugement. Quoi qu'il en soit, c'est-à-dire ravis ou déçus, du moins aurons-nous eu la satisfaction d'y avoir été. De faire partie de cet énorme troupeau d'amateurs d'art. Esthètes d'un jour ou enrégés obstinés. Ensuite, à lieu le lent et raisonné piétinement dans les salles de musée, les stations obligées de ce chemin de croix artistico-culturel, les vérifications méticuleuses ou furtives de titres ou de dates, les enfants qui courent, les couples qui commentent, les gardiens qui somnolent sous le regard bariolé des toiles accrochées. Et malgré cette passion grégaire et, souvent, dénuée du plus élémentaire discernement, il arrive cette surprise toujours énigmatique : la découverte, non d'un chef-d'œuvre méconnu (ne rêvons pas !), mais, plus simplement, d'une évidence jusque là occultée. L'évidence d'un monde révélé par les moyens les plus frustrés, ceux des poils d'un pinceau et d'une palette bariolée. Le monde qui nous regarde depuis le coin de la rue ou au détour d'un champ, d'un visage, d'une couleur. La Marthe que Bonnard a peinte (et aimée) ne représente pas toutes les femmes (et pas même la vôtre).

Marthe, par la grâce de Bonnard, c'est le ravissement même fait peinture.

Hervé GAUVILLE



Marc Riboud/Magnum

Moi, j'aime la peinture

Dali bat James Bond d'un pinceau (840 662 entrées en 14 semaines pour l'un, 847 593 en 15 semaines pour Octopussy). Manet écrase Godard et Carmen (781 248 en 13 semaines contre 139 076 en 4 semaines). Quant aux impressionnistes, aidés il est vrai par leur centenaire, ils se contentent d'un nul (ou presque) face à Coluche (541 201 contre 595 955 pour Tchao Pantin, en 7 semaines chacun). Ces trois victoires (il est des nuls en effet qui en valent bien une) sont plutôt des surprises. Pourtant des chiffres sont là. Ainsi que les files d'attente qui garnissent les jardins et les esplanades devant les musées. Toutefois, si les grandes expositions passionnent, on ne signale pas encore le cas de fanatiques qui, comme pour certains matches ou concerts, arrivent la veille avec casse-croûte et sac de couchage. Ce qui, de toute façon, serait inutile puisque dans les musées, on peut toujours entrer. Une devise de plus en plus proche de celle du métro : toujours plein, jamais complet.

Certes la qualité de la visite s'en ressent, et il y a effectivement des jours où les grands ne voient que la moitié supérieure des toiles exposées et les petits la partie inférieure. Mais avec un peu de concertation, de dialogue et d'imagination, ils arrivent à la reconstituer. Ils ont en prime la satisfaction de pouvoir dire : « A Manet, j'y étais ».

Un tel phénomène appelle une petite enquête. Mais une enquête sans explications, c'est comme une porte sans poignée. On ne sait comment s'en sortir. Voici donc quelques crémones.

Les chiffres donnés dans les tableaux ainsi que les interviews ne concernent que certaines grandes expositions temporaires (par opposition aux expositions et collections permanentes des musées) ayant eu lieu au cours des dix dernières années. La liste présentée n'est pas exhaustive. Il ne s'agit que de morceaux choisis, puisque à titre d'exemple, 58 expositions (petites et grandes confondues) ont été organisées au Grand Palais pendant cette période.

Nos exemples sont classés en trois catégories qui correspondent aux trois institutions organisatrices : le Centre Georges Pompidou (institution autonome), les musées nationaux et les musées de la Ville de Paris (si le Grand Palais appartient aux musées nationaux, le Petit Palais ainsi que le Musée d'art moderne dépendent eux de la ville de Paris).